



Aux quatre points cardinaux: le Canada mène les affrontements de l'OTAN avec la Russie dans le Nord

Par [Rick Rozoff](#)

Mondialisation.ca, 08 août 2009

[Stop Nato](#) 8 août 2009

Région : [Le Canada](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Continuant le modèle des hauts responsables fédéraux canadiens durant l'année écoulée consistant en des déclarations fermes et bravaches visant la Russie au sujet de l'Arctique, le 1er août, le ministre de la Défense Peter MacKay a été paraphrasé comme « avertissant la Russie que les chasseurs Canuck décolleront pour accueillir tout appareil non autorisé », ce qu'une agence de presse canadienne bien en cour formulait moins délicatement en tonnant que « les avions de chasse canadiens décolleraient pour « accueillir » tout appareil russe « approchant » l'espace aérien du Canada. » [1]

MacKay a dit que « nous allons protéger notre territoire souverain » [2] bien que de façon transparente le message ait été dirigé exclusivement contre la Russie, qui ne compromet d'aucune manière la souveraineté et l'intégrité territoriale du Canada, et non contre les États-Unis, qui le font.

Dans un autre compte-rendu des commentaires de MacKay, indiquant cette fois qu'il parlait en réponse à un rapport selon lequel la Russie envisage de déposer un petit détachement de parachutistes dans presque un an sur une partie de l'Arctique, sur laquelle il est reconnu internationalement qu'elle a des droits, le chef de la défense a été cité comme disant « Nous avons fait décoller les jets F-18 dans le passé, et ils seront toujours là pour les recevoir. » [3]

Il semble avoir saisi ce qui passe à Ottawa pour une fleur de rhétorique du contexte erroné, cependant, celui de « protéger l'espace aérien canadien » des bombardiers à long rayon d'action russes volant dans l'espace aérien international d'une manière qui ne viole ni le territoire du Canada, ni aucun traité ni loi. Pourtant le même rapport reconnaît que « MacKay a dit qu'il n'y a pas eu d'intrusion récente de bombardiers russes ». [4]

Le dernier moulinet de sabre de MacKay est pleinement conforme à une série de diatribes comparables émanant du trio du premier ministre et des ministres de la défense et des affaires étrangères du Canada revenant une année après la guerre de cinq jours entre Géorgie et la Russie, de façon assez révélatrice.

En août dernier le premier ministre Stephen Harper a accusé la Russie de revenir à une « mentalité de l'ère soviétique » et le mois d'après MacKay a continué avec « Quand nous voyons un Bear russe [Tupolev Tu-95] approcher l'espace aérien canadien espace, nous l'accueillons avec un F-18. » On est aujourd'hui à presque un an du ministre de la défense

du Canada menaçant la Russie avec les F-18, chasseurs polyvalents produits par la Boeing basée à Chicago. MacKay brandissant les avions de guerre US est conforme aux circonstances comme il est également le reflet et le représentant des visées des USA et de l'OTAN sur l'Arctique et contre les revendications et les intérêts russes dans cette région.

En février Barack Obama a effectué sa première visite en dehors des États-Unis en tant que président du pays, en allant voir Ottawa et le premier ministre Harper. Le gouvernement de ce dernier a choisi cette occasion pour mettre en scène une machination qui dans une situation plus grave aurait signifié un départ en guerre ou qui pourrait en avoir précipité une. Le Canada a fait décoller des avions de guerre au dessus de l'océan Arctique pour intercepter et faire retourner des bombardiers russes engagés dans ce qu'ont été depuis 2007 des vols de routine dans un espace aérien neutre.

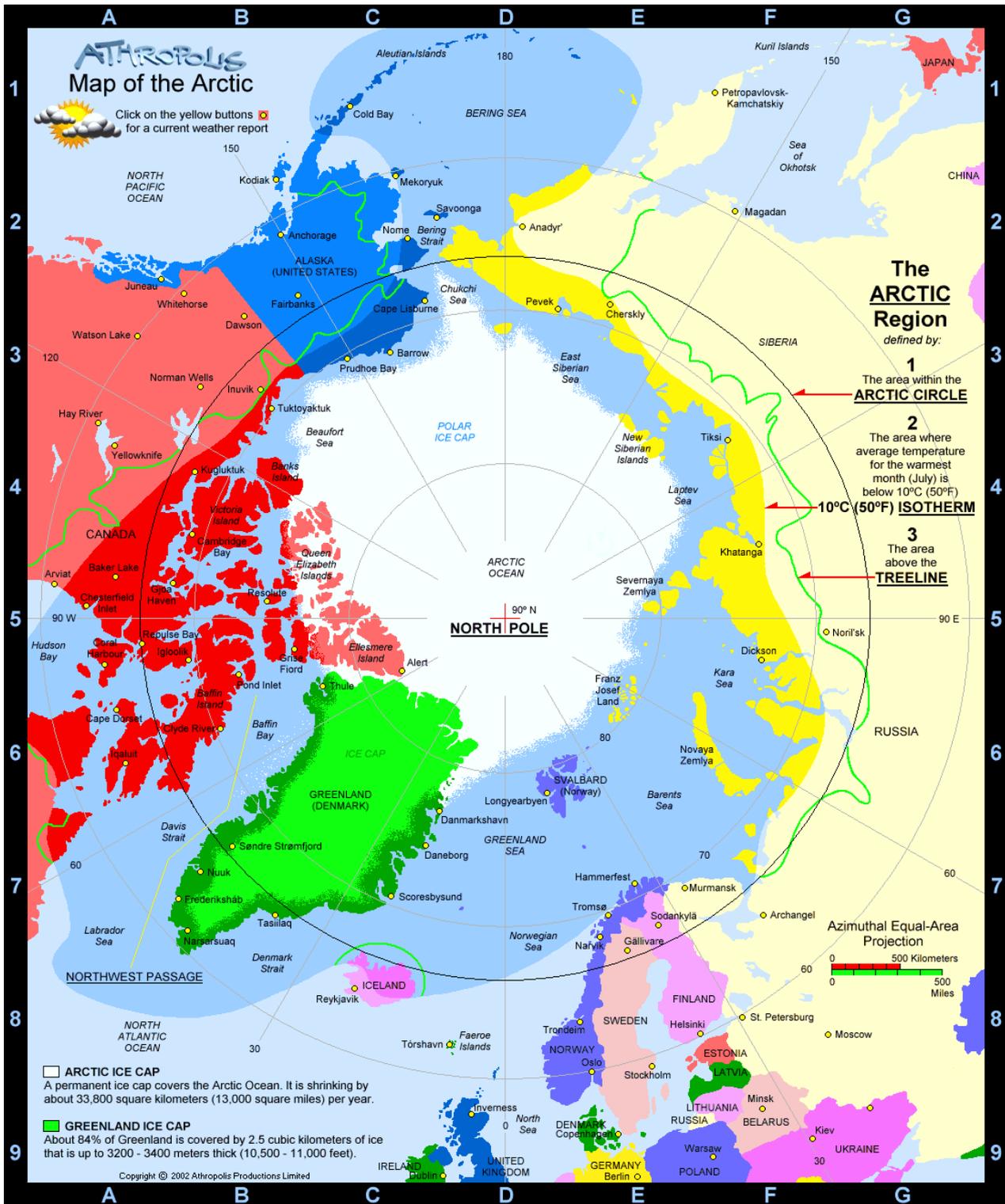
Avec la présence du président américain nouvellement inauguré pour garantir le maximum d'attention des médias du monde, a dit le premier ministre canadien, « Nous défendrons notre espace aérien, nous avons également des obligations de défense continentale avec les États-Unis. Nous remplirons ces obligations pour défendre notre espace aérien continental et nous défendrons notre souveraineté et nous répondrons chaque fois les Russes feront tout type d'intrusion sur la souveraineté dans l'Arctique du Canada ». [5]

Les avions russes en question n'ont en aucune manière fait intrusion dans l'espace aérien canadien et de ce fait n'ont pas menacé la « souveraineté » de la nation.

Que Harper ait souligné les « obligations de la défense continentale avec les États-Unis » en référence à la visite du président des USA et certaine « menace » fantastique posée par un bombardier russe à plusieurs milliers kilomètres de la capitale canadienne où Obama était à ce moment-là était peut-être destiné à la fois à prouver les mérites d'Ottawa à son voisin du sud - après tout, Harper et MacKay prenaient la posture d'avoir sauvé le chef d'état américain d'un raid de bombardement fictif russe - et à démontrer que « la défense continentale » est une affaire réciproque qu'appuie la superpuissance mondiale lors de toute future confrontation avec la Russie.

Le troisième membre du triumvirat belliqueux du Canada, le ministre des affaires étrangères Lawrence Cannon, qui, en s'adressant à la Russie en mars, a déclaré « Soyons tout à fait clairs ici. Le Canada ne se laissera pas intimider, » à la fin du mois de juin s'est référé au Canada en tant que « superpuissance » à la fois arctique et énergétique.

Un service d'information par fil canadien de l'époque a écrit « En minimisant la récente « chevauchée » de la Russie pour une place dans la ruée du pétrole polaire émergent, le ministre des affaires étrangères Lawrence Cannon a déclaré que le Canada était une « superpuissance arctique. » » [6]



Bien que les rapports de nouvelles occidentaux tentent de dépeindre la concurrence accrue pour l'énergie de l'Arctique et les itinéraires de ressources et de transport comme un concours à cinq entre les nations qui ont des revendications solides sur la région - États-Unis, Canada, Russie, Danemark et Norvège - toutes sauf la Russie sont membres de l'OTAN et obligées en vertu de l'article 5 du bloc de fournir une assistance militaire à tout membre qui la demande. La Grande-Bretagne, la Finlande et la Suède, ces deux dernières étant rapidement draguées dans une complète intégration de l'OTAN, ont également rejoint la bagarre de l'Arctique. La Norvège a récemment déménagé son quartier général de commandement opérationnel dans le Cercle Arctique et le Danemark a annoncé des plans visant à établir un Commandement Arctique tous services, une force de réaction arctique et un renforcement militaire à la base aérienne de Thulé au Groenland, à partager avec ses

alliés de l'OTAN.

« Avec le Danemark qui devient la dernière nation à révéler de grands plans pour affûter ses capacités militaires arctiques, l'accumulation mondiale des outils de la guerre nordique a rendu soucieux les experts préoccupés par un risque accru de conflit ». [7]

L'année dernière la Norvège a acheté 48 chasseurs Lockheed F-35 « en raison de leur aptitude à des patrouilles dans l'Arctique. En mars, ce pays a effectué un très important exercice de pratique militaire de l'Arctique impliquant 7 000 soldats de 13 pays dans lequel un pays fictif appelé Northland s'est emparé des plateformes pétrolières offshore.

« Les manœuvres ont déclenché une protestation de la Russie -qui a protesté à nouveau en Juin après que la Suède ait tenu son plus grand exercice militaire du Nord depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Environ 12 000 soldats, 50 avions et plusieurs navires de guerre ont participé. » [8]

Ce qui précède suit de près les menées du secrétaire général de l'OTAN et des hauts commandants militaires réunis en Islande les 28- 29 janvier de cette année pour procéder à un séminaire sur les perspectives de la sécurité dans le Grand Nord, dans lequel le chef de l'OTAN du moment, Jaap de Hoop Scheffer, a déclaré :

“ Le Grand Nord va nécessiter encore plus d'attention de la part de l'Alliance dans les années à venir.

“ Comme la calotte glaciaire diminue, la possibilité augmente d'extraction des richesses en minéraux et des gisements énergétiques du Grand Nord.

“ A notre sommet de Bucarest de l'an dernier, nous avons convenu de quelques principes directeurs pour le rôle de l'OTAN dans la sécurité de l'énergie.... » [9]

La réunion de l'OTAN, qui, pour la première fois a ciblé explicitement le Cercle Arctique comme une zone d'opérations pour l'Alliance, s'est tenue dix-sept jours après que l'administration Bush sortante ait émis la Directive Présidentielle de Sécurité Nationale 66 qui comportait l'affirmation que « les États-Unis ont des intérêts vastes et fondamentaux de sécurité nationale dans la région arctique.... Ces intérêts incluent des questions telles que la défense anti- missiles et l'alerte avancée ; le déploiement des systèmes mer et air pour le transport maritime stratégique, la dissuasion stratégique, la présence maritime et les opérations de sécurité maritime ; et la garantie de la liberté de navigation et survol. [10]

La Directive de Sécurité Nationale conteste ouvertement l'affirmation du Canada que le Passage Nord-Ouest, qui, en raison de la fonte de la calotte glaciaire polaire, est maintenant entièrement navigable pour la première fois dans l'histoire connue, est son territoire exclusif et appelle à l'internationalisation de la voie navigable stratégique.

Si la souveraineté du Canada et l'intégrité territoriale sont menacées par quelque nation, cette nation-là est les États-Unis et non la Russie.

Avec la possibilité que les Libéraux de l'opposition du Canada réclament un vote de non-confiance au Parlement le mois prochain et déclenchent une élection subite, le premier ministre en place intensifie le thème du « renforcement de la souveraineté du Canada dans l'Arctique oriental » et assistera aux exercices militaires annuels dans l'Arctique de ce mois-ci, l'Opération Nanook, aux côtés du ministre de la défense MacKay et du chef d'état-major de la défense Walter Natynczyk.

Afin « de voir de près ce mois-ci les efforts du Canada pour renforcer sa présence militaire dans l'Arctique, » Harper sera amené par hélicoptère aux exercices d'un mois et déposé sur la frégate HMCS Toronto de même que pour sa visite du sous-marin HMCS Charlottetown.

« Les fonctionnaires gouvernementaux ont annoncé les détails de la tournée du 17 au 21 août de Harper, au milieu de la montée des tensions avec la Russie sur les réclamations territoriales arctiques. » [11].

Cette année l'Opération Nanook sera une opération de grande envergure avec la participation de l'armée, de la marine et de l'armée de l'air canadiennes, et des forces spéciales engagées pour la première fois. Les exercices comprendront le débarquement amphibie d'un Groupe Compagnie de la Réserve Arctique, des exercices anti-sous-marins, des opérations de soutien aérien et un exercice d'accident de masse. [12]

Rappelant à nouveau que les États-Unis sont le rival principal du Canada pour le contrôle du passage Nord-Ouest, en fin juillet, le département d'État des USA a révélé « Aux États-Unis et au Canada débutera en août une expédition commune de 42 jours dans l'Arctique pour examiner le plateau continental dans l'Arctique » et que « La mission, programmée du 6 août au 16 septembre, poursuivra la collaboration dans la collecte des données du plateau continental étendu dans l'Arctique, collecte commencée au cours de l'examen commun de l'été dernier, avec des projets pour davantage de coopération en 2010. » [13]

s

Fin juin, lorsque le ministre Cannon a vanté les mérites du Canada en tant que superpuissance arctique, il a révélé par défaut quelle nation était ciblée par son pays et ses alliés de l'OTAN lorsqu'il a salué « les avantages des recherches conjointes avec les scientifiques américains dans les eaux proches de la frontière Yukon-Alaska et avec les scientifiques danois près du Groenland..... Sur l'épineuse question de qui détient le passage du Nord-Ouest - l'itinéraire à travers l'Archipel Arctique que le Canada considère comme ses « eaux territoriales », Cannon a dit qu'il n'existe actuellement aucun plan pour tenter de dissuader les États-Unis de leur point de vue que l'itinéraire est un 'détroit international ' au-delà de tout contrôle d'un seul pays « . [14]

La dernière phrase dissipe toute considération sérieuse des revendications d'Ottawa concernant la souveraineté et les droits territoriaux.

Avec le Canada en train de budgétiser des centaines de millions de dollars pour construire un centre d'entraînement militaire arctique à Resolute Bay, pour de « nouveaux navires de guerre et une nouvelle infrastructure militaire dans le Nord et...sa propre unité consacrée à l'Arctique basée à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, »[15] le programme de surveillance par satellite Polar EPSILON et les drones aériens avancés dans l'Arctique, son partenaire américain a complété ses efforts.

Mi-juillet le commandant de l'US Air Force, le lieutenant général Dana Atkins a parlé de

» l'importance d'avoir une forte présence militaire dans l'Arctique et de la réaction militaire devant la continuation des vols côtiers de la Force Aérienne Russe ».

Expliquant quels sont les véritables objectifs des États-Unis et de l'OTAN dans la région, il a ajouté « l'Arctique deviendra de plus en plus important stratégiquement dans l'avenir, non seulement en raison de la valeur estimée à des trillions de dollars de pétrole et de gaz naturel inexploités sous sa surface, mais aussi en raison des occasions en croissance pour des expéditions maritimes dans la zone, » ce qui pourrait permettre « à un navire de

voyager de l'Asie à l'Europe pour diminuer de moitié ses frais en passant par cet itinéraire plutôt que via le canal de Panama ». [16]

Atkins a préconisé un port en eau profonde sur le versant nord (qui borde l'Arctique) qui était « nécessaire pour mieux défendre la région. » [17]

Également au milieu du mois dernier le Pentagone a tenu ses manœuvres de guerre Northern Edge [(bordure nordique)] en Alaska, « situé entre la Russie et le Canada et à l'intérieur d'une bonne partie du Cercle Arctique, « avec plus de 9 000 soldats, des navires et des avions de guerre.

« L'Air Force, la Navy, l'Armée, le Corps des Marines et le personnel de la Garde Côtière ont participé avec des avions en combat aérien simulé, souvent volant au-dessus de la vitesse du son, une restriction trouvée presque partout ailleurs aux États-Unis.

« Les navires de guerre et les forces terrestres se sont aussi synchronisés avec l'aviation en créant une grande force combinée ». [18]

Pour démontrer qu'un état est beaucoup plus que la plus grande partie des réserves inexploitées de pétrole et de gaz naturel et que de nouvelles routes internationales d'expédition commerciale, tandis que les exercices militaires U.S. ont été menés en Alaska, la Russie a organisé des exercices à grande échelle de sous-marins nucléaires sous la calotte glacière arctique, exercices qui comprenaient » le déploiement de plusieurs sous-marins nucléaires d'attaque ... dans la zone de lancement pour assurer la sécurité à ... deux sous-marins stratégiques » lançant des missiles balistiques et qui ont aidé ces derniers à éviter d'être détectés par les défenses US. [19]

» Une source de renseignements russe a précédemment dit que la région autour du Nord Pôle est l'endroit parfait pour des lancements de missiles balistiques parce qu'elle permet aux sous-marins d'arriver sans être détectés dans une zone désignée et de raccourcir le temps de vol des missiles jusqu'à leurs cibles. » [20]

La Russie est la seule nation dans le monde ayant une triade nucléaire - bombardiers stratégiques, missiles balistiques terrestres à longue portée et missiles balistiques lancés par sous-marins - capables de se défendre contre une première attaque nucléaire venant des États-Unis et leurs alliés.

Une description en ligne standard de la nécessité d'un tel système dit, « le but d'avoir une capacité nucléaire à trois branches est de réduire considérablement la possibilité qu'un ennemi détruise l'ensemble des forces nucléaires d'un pays dans une frappe de première attaque ; ceci, à son tour, garantit la menace crédible d'une seconde frappe et augmente ainsi la dissuasion nucléaire de la nation. [21]

Avec le développement d'un système international de missiles intercepteurs, pour ne rien dire de la militarisation de l'espace, les États-Unis et leurs alliés militaires de l'OTAN et ce qu'on est amené à appeler l'OTAN asiatique sont en train de déployer des missiles intercepteurs et des bases de radar en République tchèque, en Pologne, en Norvège, en Grande-Bretagne, en Alaska (y compris les îles Aléoutiennes), au Japon, en Australie et partout ailleurs où cela pourrait rendre inutiles la dissuasion nucléaire et les capacités de représailles russes - et chinoises - et par conséquent préparer le terrain pour le lancement d'une première frappe nucléaire qui serait lancée avec une impunité présumée.

Le Cercle arctique est l'endroit où la Russie est en train de concentrer sa dernière ligne de défense contre une telle menace. Si les États-Unis et l'OTAN, utilisant le Canada comme leur avant-garde, affrontent et expulsent la Russie de l'Arctique, la possibilité d'un chantage nucléaire et d'attaques non-provoquées augmente de façon exponentielle.

Le rôle assigné au Canada est de servir soit d'appât dans un piège soit d'agent provocateur pour déclencher une confrontation avec la Russie à laquelle les États-Unis et l'OTAN, les premiers par les accords bilatéraux de la défense et la seconde par le biais de la clause d'assistance militaire mutuelle de l'article 5 de l'Alliance, auraient à répondre.

Le Canada, avec une population de 33 millions d'habitants, serait alors être présenté comme un victime petite et sans défense de « l'impérialisme russe » renaissant, beaucoup comme avec l'Estonie et la Géorgie respectivement sur la Baltique et sur la mer Noire.

Après être revenu de ses visites en Ukraine et en Géorgie, toutes deux bordant la Russie et toutes deux promues par les États-Unis à une l'adhésion complète à l'OTAN, le mois dernier le vice président Joseph Biden a donné une interview au Wall Street Journal dans laquelle il a dit de la Russie que « C'est une chose très difficile à traiter que la perte d'un empire »- ceci venant du commandant en second de la superpuissance phare du monde avec des centaines de milliers de soldats autour et des centaines de bases militaires parsemant la planète.

Il a continué en prévoyant ce qui pourrait avoir été repris mot pour mot du livre de 1999 Le Grand Echiquier de Zbigniew Brzezinski : La primauté américaine et ses impératifs géostratégiques, et son affirmation que la Russie, « une entité politique artificielle » était vouée à la fragmentation et à une extinction éventuelle.

« Ils ont une base de population qui rétrécit, ils ont une économie qui se fane, ils ont un secteur et une structure bancaires qui ne semblent pas être en mesure de résister au cours des 15 prochaines années, ils sont dans une situation où le monde évolue avant eux et ils sont en train de s'accrocher à quelque chose du passé qui n'est pas durable. »

« Ce pays, la Russie, est dans une circonstance très différente de celle de n'importe quel moment au cours des 40 dernières années, ou plus. » [22]

Le soutien de Biden pour les dirigeants des « révolutions en couleur » de l'Ukraine et de Géorgie- l'un, Mikhaïl Saakashvili, un ancien résident U.S et l'autre, Viktor Iouchtchenko, marié à une personne née à Chicago et ancien fonctionnaire de Reagan et de George H.W.Bush - s'intègre agréablement dans ce scénario. Il a demandé que les soldats de maintien de la paix russes soient retirés de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et a décrété que la Russie n'aurait aucune « sphère d'influence » dans l'ancienne Union soviétique, ce qui veut dire dans l'histoire de la Russie. Les quatorze anciennes Républiques Soviétique aux côtés de la Russie sont désignées par les U.S. A et l'OTAN comme étant leur territoire privé.

« Alors que nous rétablissons les relations avec la Russie, nous réaffirmons notre engagement pour une Ukraine indépendante et nous ne reconnaissons aucune sphère d'influence ni aucune capacité de toute autre nation à opposer son veto au choix fait par une nation indépendante » a déclaré Biden dans la capitale ukrainienne de Kiev. [23]

Les choix qu'il mentionnait incluent -en fait sont centrés sur- l'intégration et l'adhésion à

l'OTAN, dont les urnes montrent que 80 % d'Ukrainiens leur sont opposés.

Biden a été la première personnalité officielle américaine majeure à visiter la Géorgie après la dernière attaque géorgienne d'août dernier contre l'Ossétie du Sud et du conflit armé de cinq jours entre la Géorgie et la Russie. Alors que là il a promis 1 milliard de dollars d'aide après-guerre et préparé le terrain pour la Charte États-Unis -Géorgie sur le Partenariat Stratégique qui a été officialisée en décembre dernier.

En réponse à sa plus récente visite le ministère des affaires étrangères d'Abkhazie a publié une déclaration disant que « En ce moment les États-Unis utilisent Saakashvili comme un instrument pour menacer la sécurité du Caucase » et « Le gouvernement géorgien continue son processus de militarisation et est en train d'élaborer des plans pour une intrusion militaire revancharde dans des territoires qui n'appartiennent pas à la Géorgie ». [24]

L'Ossétie du Sud a signalé la reprise du bombardement par la Géorgie de sa capitale et d'autres parties de son territoire peu après le départ de Biden de Tbilissi et le 3 août le président de l'Ossétie Edouard Kokoïty a annoncé que les troupes russes dans son pays commenceraient des manœuvres préventives. [25]

Le même jour le ministère de la défense russe a publié une déclaration disant « En cas de nouvelles mesures provocatrices [de part de la Géorgie] menaçant la population de la république et le contingent militaire russe stationné en Sud Ossétie, le ministère de la défense russe se réserve le droit d'utiliser tous les moyens et ressources disponibles pour protéger les citoyens de la République d'Ossétie du Sud et les militaires russes. [26]

Le 4 août la Russie a placé ses troupes d'Ossétie du Sud sur pleine alerte de combat trois jours avant la date du premier anniversaire du début de l'agression par la Géorgie le 7 août 2008.

Dans l'Azerbaïdjan voisin, qui borde la Russie et la mer Caspienne, il a été annoncé le 1er août que « les spécialistes des Forces navales des États-Unis effectueront des exercices à Bakou pour les Forces Spéciales de la Marine Azerbaïdjanaise » et effectueront » des exercices [qui] auront lieu du 15 août au 5 septembre conformément à un plan de coopération bilatérale convenu entre les deux pays. » [27]

En déplaçant l'infrastructure militaire des USA et de l'OTAN en Ukraine avec ses 2300 kilomètres de frontières avec la Russie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan feraient manifestement progresser l'encerclement de la Russie déjà en cours dans la Mer de Barents, la Mer Baltique, la Mer Noire et la Mer Caspienne .

Dans la région baltique les avions de guerre de l'OTAN ont mené des patrouilles continues à quelques minutes de vol de la deuxième plus grande ville de la Russie, Saint-Petersbourg, depuis 2004 et que l'Alliance a ouvert un centre de guerre cybernétique en Estonie l'an dernier.

Le mois dernier le Parlement britannique a émis un rapport qui a appelé à « de robustes plans d'urgence qui couvrent l'éventualité d'une attaque sur les états membres baltes et qui ont mis au point une réponse militaire planifiée de l'OTAN. [28]

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, comme la Géorgie et le Canada, sont devenus les points de ralliement pour les grandes puissances militaires occidentales en apportant la totalité de la puissance militaire de l'OTAN contre la Russie sur ses frontières ouest, sud et nord.

Vers l'est de la Russie, en même temps que les parlementaires britanniques étaient en train de tracer des plans pour que l'OTAN invoque sa prestation de guerre prévue article 5 dans la région de la mer Baltique région, leurs homologues japonais ont adopté une loi reconnaissant officiellement les quatre îles Kouriles du Pacifique Nord, cédées à la Russie après la seconde guerre mondiale, comme « territoire historique » japonais.

Un analyste russe a dit en réponse à la mesure :

« Les Îles Kouriles sont la région stratégique pour les sous-marins nucléaires russes faisant route de leurs bases de l'intérieur vers l'océan Pacifique.

« Si Russie donne certaines îles au Japon, cela va créer immédiatement un précédent pour que le Japon demande Sakhaline et d'autres îles de la ceinture des Kouriles jusqu'au Kamchatka. » [29]

Avec ses sous-marins nucléaires délogés des océans Pacifique et Arctique, Russie serait un objectif encore plus tentant pour une première frappe conventionnelle ou nucléaire.

Le rôle du Canada est de mener la confrontation avec la Russie dans l'Arctique. S'il réussit, intentionnellement ou par accident, à provoquer un incident avec ses F-18 fournis par les U.S.A. au-dessus des eaux arctiques et si cette rencontre escalade en une crise plus grave, les États-Unis et l'OTAN sont prêts à le soutenir.

Notes

- 1) Canwest News Service, August 1, 2009
- 2) Ibid
- 3) Associated Press, August 1, 2009
- 4) Ibid
- 5) Canadian Broadcasting Corporation, February 27, 2009
- 6) Canwest News Service, June 28, 2009
- 7) Canadian Press, July 26, 2009
- 8) Canadian Press, July 26, 2009
- 9) NATO International, January 29, 2009
- 10) National Security Presidential Directive 66, January 12, 2009
<http://www.fas.org/irp/offdocs/nspd/nspd-66.htm>
- 11) Canadian Press, August 1, 2009
- 12) National Defence and the Canadian Forces, July 10, 2009
- 13) Russian Information Agency Novosti, July 23, 2009
- 14) Canwest News Service, June 28, 2009
- 15) Canadian Press, July 26, 2009
- 16) Fairbanks Daily News-Miner, July 15, 2009
- 17) Ibid
- 18) The Evening Times, July 17, 2009
- 19) Russian Information Agency Novosti, July 15, 2009
- 20) Ibid
- 21) Wikipedia
- 22) Wall Street Journal, July 25, 2009
- 23) Azeri Press Agency, July 23, 2009
- 24) The Messenger (Georgia), July 29, 2009
- 25) Interfax, August 3, 2009

- 26) Ibid
- 27) Azeri Press Agency, August 1, 2009
- 28) Reuters, July 10, 2009
- 29) Russia Today, July 9, 2009

Article original en anglais, [Arctic: Canada Leads NATO Confrontation With Russia](#), publié le 5 août 2009.

Traduction André Comte.

La source originale de cet article est [Stop Nato](#)
Copyright © [Rick Rozoff](#), [Stop Nato](#), 2009

Articles Par : [Rick Rozoff](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca